

**La Malle de Lux S.à r.l.**

R.C.S. Luxembourg B 196.611

*Société à responsabilité limitée*

Siège social : 67, rue d'Anvers L-1130 Luxembourg

**RESOLUTIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE**

**du 8 décembre 2016**

**NUMERO 3427/2016**

L'an deux mille seize, le huit décembre.

Par devant Maître **Henri Hellinckx** notaire de résidence à Luxembourg,  
Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu :

Madame **Philippine Thibaud de La Rochethulon**, née à Paris (France) le 24  
Novembre 1979, résidant à 11, rue du 9 mai 1944, L-2112 Howald, Luxembourg  
(l' « **Associé** »).

La comparante est le seul associé de **La Malle de Lux S.à r.l.**, (ci-après la « **Société** »), une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 67, rue d'Anvers L-1130 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 196.611, constituée suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 28 avril 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1666 le 6 juillet 2015. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

Laquelle comparante a alors passé en revue l'ordre du jour suivant :

**ORDRE DU JOUR**

1. Transfert du siège social de la Société du 67, rue d'Anvers, L1130 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 11, rue du 9 mai 1944, L-2112 Howald, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Refonte complète des statuts de la Société sans modification de l'objet social.

3. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'Associé adopte, et requiert le notaire instrumentant d'acter, les résolutions suivantes :

#### **PREMIERE RESOLUTION**

L'Associé décide de confirmer le transfert du siège social de la Société 67, rue d'Anvers, L1130 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 11, rue du 9 mai 1944, L-2112 Howald, Grand-Duché de Luxembourg avec effet immédiat.

#### **DEUXIEME RESOLUTION**

L'Associé décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société sans modifier l'objet social de la Société qui auront désormais la teneur suivante :

#### **A. DENOMINATION - OBJET SOCIAL - DURÉE - SIÈGE SOCIAL**

##### **Article 1 Dénomination - Forme**

Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination « **La Malle de Lux S.à r.l.** » (ci-après la « **Société** ») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la « **Loi** »), ainsi que par les présents statuts.

##### **Article 2 Objet social**

2.1 La société a pour objet, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, l'achat, la vente, la revente en gros et en détail pour compte propre ou pour compte de tiers, de tous articles et produits de confection et de prêt à porter pour hommes, dames et enfants, de chaussures, de fausse bijouterie, d'accessoires de mode, d'articles de maroquinerie, de puériculture, d'hygiène et de sport ainsi que de jeux, jouets et d'objets d'art et de décoration.

2.2 L'objet de la Société est également (i) l'acquisition par achat, l'enregistrement ou de toute autre manière ainsi que le transfert par la vente,

l'échange ou autre de droits de propriété intellectuelle et industrielle, (ii) l'octroi de licence sur de tels droits de propriété intellectuelle et industrielle, et (iii) la détention et la gestion de droits de propriété intellectuelle et industrielle.

2.3 En outre la Société pourra exercer toute autre activité commerciale à moins qu'elle ne soit spécifiquement réglementée. D'une façon générale, la Société pourra faire toutes les opérations commerciales, de propriété intellectuelle, industrielle et financière tant mobilières qu'immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à faciliter son accomplissement.

### **Article 3 Durée**

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment par une décision de l'assemblée générale des associés adoptée avec l'assentiment de la moitié des associés possédant les trois quarts de l'avoir social au moins.

### **Article 4 Siège social**

4.1 Le siège social de la Société est établi à Howald, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2. Le conseil de gérance peut transférer le siège social de la Société au sein de la même commune ou dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg et modifier, si nécessaire, ces statuts afin de refléter le changement de siège social.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles ; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

## **B. CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES**

## **Article 5 Capital social**

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les conditions requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales aux conditions prévues par la Loi.

5.4 Le conseil de gérance est autorisé à annuler des parts sociales rachetées par la Société et à décider d'une réduction de capital social afférente.

## **Article 6 Parts sociales - Transfert des parts sociales**

6.1 La Société peut avoir un ou plusieurs associés sans excéder la limite de cent (100) associés. Au cas où le nombre des associés vient à dépasser la limite de cent (100) pour quelque raison que ce soit, la Société devra dans un délai d'un (1) an à compter du dépassement de la limite, être transformée en une société revêtant une autre forme sociale.

Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats attestant des inscriptions faites dans le registre concernant un associé peuvent être émis sur demande et aux frais de cet associé.

6.4 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, à l'exception du droit à l'information, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

6.5 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.6 Inter vivos, les parts sociales seront uniquement cessibles à des tiers sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée préalablement par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

6.7 Lorsqu'un associé envisage de céder une ou plusieurs parts sociales à un tiers, l'associé cédant doit envoyer une notification à la Société contenant les éléments de la cession envisagée, y compris l'identité du cessionnaire, les conditions applicables à la cession (le cas échéant) et le prix de cession.

6.8 Si la cession envisagée n'est pas approuvée par les associés de la Société conformément à l'article 7.6, les associés peuvent, dans un délai de trois (3) mois à compter de la date du refus, acquérir les parts sociales en respectant le principe de l'égalité de traitement (sauf s'ils en ont convenu autrement) ou faire acquérir les parts sociales à un prix déterminé conformément à l'article 7.10, sauf si l'associé cédant décide de renoncer au transfert. Sur requête du conseil de gérance, la période de trois (3) mois peut être prolongée par le magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, sans que cette prolongation ne puisse excéder six (6) mois.

6.9 Dans la mesure où les associés n'ont pas proposé d'acquérir les parts sociales, la Société peut, dans le même délai et avec le consentement de l'associé cédant, décider de (i) réduire son capital social du montant correspondant à la valeur nominale des parts de l'associé cédant et (ii) racheter et annuler ces parts à un prix déterminé conformément à l'article 6.10.

6.10 Aux fins des articles 6.8 et 6.9, le prix de transfert ou le prix de rachat correspondra à la juste valeur de marché des parts sociales déterminée de bonne foi par le conseil de gérance.

6.11 Si, à l'expiration du délai imparti, ni les associés existants, ni la Société n'ont acquis ou racheté les parts sociales, l'associé cédant peut librement céder ses parts sociales au(x) nouvel (nouveaux) associé(s) proposé(s) au prix de cession et aux conditions notifiées à la Société.

6.12 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à la Société, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

6.13 En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les associés survivants représentant au moins la moitié des parts sociales appartenant aux survivants. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les parts sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant ou à tout autre héritier légal de l'associé décédé.

## **C. DECISIONS DES ASSOCIES**

### **Article 7 Décisions collectives des associés**

7.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

7.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

7.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de soixante (60) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites, à l'exception des propositions de modification des statuts. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte intégral de ces résolutions à adopter et votera par écrit.

7.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à « l'assemblée générale des associés » devra être entendue comme une référence à « l'associé unique » selon le contexte, et le cas échéant, et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

### **Article 8 Assemblées générales des associés**

8.1 Dans l'hypothèse où la Société comporte plus de soixante (60) associés, une assemblée générale des associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de chaque exercice social au Grand-Duché de Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg tel que précisé dans la convocation à cette assemblée générale. D'autres assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures

indiquées dans les convocations aux assemblées générales correspondantes. Les porteurs d'obligations ne sont pas autorisés à participer aux assemblées générales d'associés.

8.2 Lorsque tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et ont renoncé aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

8.3 Les associés participant à une assemblée par conférence téléphonique, par visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant de les identifier, permettant à toute personne participant à cette assemblée de s'entendre mutuellement de manière continue, et permettant une participation effective de ces personnes à l'assemblée, sont réputés être présents pour le calcul du quorum et des voix, à la condition que ces moyens de communication soient mis à disposition au lieu de tenue de l'assemblée. Dans ce cas, au moins un (1) associé ou son mandataire doit être physiquement présent au siège social de la Société.

8.4 Chaque associé peut voter à une assemblée générale par correspondance au moyen d'un formulaire de vote envoyé par lettre, courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse mentionnée dans l'avis de convocation. Les associés peuvent uniquement utiliser les formulaires de vote par correspondance distribués par la Société et qui contiennent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les propositions soumises aux associés, ainsi que pour chaque proposition trois cases autorisant l'associé à voter en faveur, contre ou à s'abstenir de voter en cochant la case appropriée.

8.5 Les formulaires de vote qui, pour une résolution proposée, ne font pas apparaître (i) un vote en faveur (ii) un vote contre la résolution proposée ou (iii) une abstention sont nuls en ce qui concerne cette résolution. La Société doit seulement prendre en compte les formulaires de vote reçus avant l'assemblée générale à laquelle ils se rapportent.

8.6 Le conseil de gérance peut déterminer des conditions supplémentaires à remplir par les associés afin de pouvoir participer aux assemblées générales des associés.

8.7 Une liste de présence doit être dressée à toutes les assemblées générales des associés.

#### **Article 9 Quorum, majorité et vote**

9.1 Chaque part sociale donne droit à une voix aux assemblées générales des associés.

9.2 Le conseil de gérance peut suspendre les droits de vote de tout associé qui ne remplit pas ses obligations telles que décrites par les statuts ou toute convention à laquelle cet associé est partie.

9.3 Un associé peut décider, à titre personnel, de ne pas exercer, temporairement ou de façon permanente, tout ou partie de ses droits de vote. Une telle renonciation lie l'associé renonçant et s'impose à la Société dès notification à cette dernière.

9.4 Si les droits de vote d'un ou de plusieurs associés sont suspendus conformément à l'article 9.2 ou si un ou plusieurs associés ont renoncé à leurs droits de vote conformément à l'article 9.3, ces associés conservent le droit de recevoir à titre informatif les résolutions écrites des associés et peuvent participer à toute assemblée de la Société, toutefois les parts sociales qu'ils détiennent ne seront pas comptabilisées pour la détermination des conditions de quorum et de majorité à respecter durant les assemblées générales de la Société ou pour déterminer si les résolutions écrites ont été valablement adoptées.

9.5 Sous réserve de dispositions plus strictes des présents statuts ou de la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première réunion ou consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois par lettre recommandée avec le même ordre du jour et les décisions sont prises à la majorité des votes valablement exprimés quelle que soit la portion du capital représenté.

#### **Article 10 Modification des statuts**

Toute modification des statuts requiert l'accord des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

#### **Article 11 Changement de nationalité**



Les associés peuvent changer la nationalité de la Société par une résolution de l'assemblée générale des associés adoptée dans les conditions requises pour une modification des présents statuts.

#### **D. GERANCE**

##### **Article 12 Composition et pouvoirs du conseil de gérance**

12.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance.

12.2 Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme « gérant unique » n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, une référence au « conseil de gérance » dans ces statuts devra être entendue comme une référence au « gérant unique ».

12.3 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

##### **Article 13 Gestion journalière**

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en rapport avec une telle gestion journalière peut être déléguée à un ou plusieurs gérants, dirigeants ou autres agents, agissant individuellement ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs pouvoirs seront déterminés par une décision du conseil de gérance.

##### **Article 14 Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants**

14.1 Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés qui détermine leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.2 Les gérants sont nommés et peuvent être librement révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés.

##### **Article 15 Convocation aux réunions du conseil de gérance**

15.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

15.2 Une convocation écrite à toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnés dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

15.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

#### **Article 16 Conduite des réunions du conseil de gérance**

16.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

16.2 Le président du conseil de gérance, s'il y en a un, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant en qualité de président temporaire par un vote à la majorité des gérants présents ou représentés à la réunion.

16.3 Tout gérant peut se faire représenter à chaque réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs gérants, mais non la totalité des membres du conseil de gérance.

16.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par conférence téléphonique ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité, garantissant une participation effective à cette

réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne.

16.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou statuer valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance.

16.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance.

16.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par résolution circulaire en exprimant son approbation par écrit, par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

#### **Article 17 Conflit d'intérêts**

17.1 Sauf dispositions contraires de la Loi, tout gérant qui a, directement ou indirectement, un intérêt de nature patrimoniale opposé à celui de la Société à l'occasion d'une opération relevant du conseil de gérance est tenu d'en prévenir le conseil de gérance et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. Le gérant concerné ne peut prendre part ni aux discussions relatives à cette opération, ni au vote y afférent. Ce conflit d'intérêts doit également faire l'objet d'un rapport aux associés, lors de la prochaine assemblée générale des associés, et avant toute prise de décision de l'assemblée générale des associés sur tout autre point à l'ordre du jour.

17.2 Lorsque la Société comprend un gérant unique, les opérations conclues entre la Société et ce gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société doivent être mentionnées dans la décision du gérant unique.

17.3 Lorsque, en raison d'un conflit d'intérêts, le nombre de gérants requis afin de délibérer valablement n'est pas atteint, le conseil de gérance peut décider de déférer la décision sur ce point spécifique à l'assemblée générale des associés.

17.4 Les règles régissant le conflit d'intérêts ne s'appliquent pas lorsque la décision du conseil de gérance ou du gérant unique se rapporte à des opérations courantes, conclues dans des conditions normales.

**Article 18 Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance ;  
procès-verbaux des décisions du gérant unique**

18.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par (i) le président, s'il y en a un, ou en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire (s'il y en a un) ou (ii) par tout gérant. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président le cas échéant, ou par tout gérant.

18.2 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

**Article 19 Rapports avec les tiers**

19.1 La Société sera valablement engagée à l'égard des tiers en toutes circonstances (i) par la signature du gérant unique, ou, si la Société a plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux (2) gérants, ou (ii) par la signature conjointe ou la seule signature de toutes personnes auxquelles un tel pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

19.2 Dans les limites de la gestion journalière, la Société est engagée à l'égard des tiers par la signature de toutes les personnes auxquelles un tel pouvoir aura été délégué par le conseil de gérance, agissant individuellement ou conjointement dans les limites d'une telle délégation.

**E. AUDIT ET SURVEILLANCE**

**Article 20 Commissaire(s) – Réviseur(s) d'entreprises agréé(s)**

20.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société comporte plus de soixante (60) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

20.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis, avec ou sans motif, par l'assemblée générale des associés.

20.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

20.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire ne sera plus requise.

20.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

## **F. EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS – AFFECTATION DES BENEFICES – ACOMPTES SUR DIVIDENDES**

### **Article 21 Exercice social**

L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

### **Article 22 Comptes annuels - Affectation des bénéfices**

22.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

22.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

22.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société peuvent également être affectées à la réserve légale.

22.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

22.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

22.6 Les distributions aux associés sont effectuées en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

Article 23 Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées

23.1 Le conseil de gérance peut procéder au paiement d'acomptes sur dividendes conformément aux dispositions de la Loi.

23.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément aux dispositions de la Loi et aux présents statuts.

## **G. LIQUIDATION**

### **Article 24 Liquidation**

24.1 En cas de dissolution de la Société, conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf dispositions contraires, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

24.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les associés au prorata de leur participation.

## **H. DISPOSITION FINALE – LOI APPLICABLE**

### **Article 25 Loi applicable**

Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, à la date figurant en tête des présentes.

L'acte ayant été lu à la comparante la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

signé: P. THIBAUD DE LA ROCHETHULON et H. HELLINCKX.

-----  
Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 décembre 2016.

Relation: 1LAC/2016/39891

Reçu soixante-quinze euros

(75.- EUR)

Le Receveur (s) P. MOLLING.

- **POUR EXPEDITION CONFORME** -  
Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 janvier 2017.